



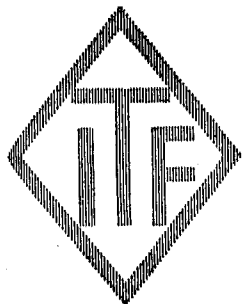
FASCISME

ORGANE DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES OUVRIERS DU TRANSPORT

PARAÎT TOUS LES QUINZE JOURS EN FRANÇAIS, ALLEMAND, ANGLAIS, SUÉDOIS, ESPAGNOL ET HOLLANDAIS ET EN PARTIE EN ESPÉRANTO. LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE FL. 4.- PAR AN (ET DE FL. 2.- POUR LES MEMBRES DES ORGANISATIONS ADHÉRENTES À L'I.T.F. ET AUTRES ORGANISATIONS OUVRIÈRES). S'ADRESSER POUR LES ABONNEMENTS: VONDELSTRAAT 61, AMSTERDAM, WEST

4^{ème} année
N°26

Amsterdam, le décembre 1936.



LE PORTUGAL..

..pays de dictature (I.T.F.) Le Portugal est l'étape des insurgés espagnols. C'est là que les généraux acolytes du meneur des rebelles Franco, ont accumulé des canons italiens et des obus allemands destinés à l'attaque qu'ils préparaient contre les ouvriers et paysans espagnols. Des armes italiennes et allemandes au profit des troupes de la contre-révolution sont importées par les ports du Portugal. C'est du Portugal qu'ont démarré les premiers avions allant bombarder les villes espagnoles et c'est le Portugal qui désarma des miliciens dispersés de la République espagnole en les livrant aux Marocains de Franco qui les tuèrent tous sans exception. Le Portugal a pu devenir l'étape de la sanginaire réaction espagnole car dans ce pays toutes les organisations ouvrières ont été détruites, les ouvriers et les paysans y sont opprimés et le gros capital y règne avec la clique au pouvoir aux dépens d'un peuple réduit à une misère extrême.

Au Portugal, la plus grande partie de l'appareil administratif se trouve depuis 1926 déjà, entre les mains d'une clique d'officiers --seul le Président du Conseil des Ministres Salazar a passé par la filière administrative--et cette clique a pu arriver au pouvoir en profitant de l'indignation générale au sujet de la corruption des classes ayant dominé jusque là. C'est avec l'aide de groupes ouvriers socialistes et républicains de gauche, notamment des cheminots, que les "épurateurs" ont chassé le Parlement. Les travailleurs se sont mal trouvés de leur alliance avec les généraux "sociaux". Les syndicats ont été dissous, les permanents arrêtés et déportés en majorité dans les colonies africaines. Une tentative faite en février 1927 pour reconquérir la liberté échoua. Après quelques jours de bagarres sanglantes la résistance livrée par les cheminots déçus s'effondra, et dans la capitale Lisbonne et dans le port d'Oporto. La dictature se stabilisa, les militaires lièrent partie avec les classes dominantes de la grosse bourgeoisie et des grands propriétaires fonciers, aux dépens des classes travailleuses. Les petits paysans sont dans la misère

alors que 42% du terrain propre à la culture est laissé en friche. Sans parler de l'Albanie et de la Lituanie aucun pays n'a ratifié aussi peu de conventions internationales adoptées dans l'Organisation internationale du Travail que le Portugal. Le nombre des Portugais occupés dans l'industrie et dans l'artisanat est officieusement évalué à 800.000. Dans l'industrie des transports et des communications, il y aurait 100.000 salariés dont 70.000 aux chemins de fer. Dans la pêche et dans les mines il y aurait respectivement 55.000 et 25 à 30.000 salariés. Environ 100.000 sont occupés dans les services publics. La grande majorité des 72 millions d'habitants du Portugal vivent de l'agriculture. Les organisations ouvrières ne groupaient au moment où elles ont été dissoutes par la dictature qu'une petite partie de la classe ouvrière numériquement peu importante. Les syndicats libres qui malgré la terreur de la dictature militaire, ont graduellement repris leur activité ne pouvaient prendre racine que lentement. La constitution "corporative" clôturant en 1933 la période libérale de la dictature militaire n'avait par conséquent pas besoin de mettre fin à l'existence d'influents organisations ouvrières comme c'était le cas en Italie et en Autriche. Elle a pour but d'empêcher la naissance d'un puissant mouvement syndicaliste et d'assurer la prédominance du patronat et des propriétaires terriens.

La constitution corporative du Portugal fait ressortir le même mélange de sympathie pour les employeurs, d'animosité contre les salariés et de démagogie sociale qui caractérisent toutes les constitutions de ce genre. Chacune de ses dispositions est motivée par l'allégation que l'esprit de classe doit être banni mais que les hiérarchies économiques "qui constituent "l'organisme vivant de la nation" doivent être respectées. Le 23 septembre 1933 des organisations groupant d'une part les employeurs et d'autre part les ouvriers et les employés ont été fondés bien qu'en février 1933 la constitution garantît encore la liberté d'association. De même qu'en Italie ces groupements ont le droit de représenter aussi les non-adhérents. Les "principes fondamentaux auxquels doivent se conformer les organismes corporatifs des employeurs" sont rédigés d'une manière très générale et laissent aux associations patronales beaucoup de latitude. Le décret-loi (également du 23 septembre 1933) "réorganisant les syndicats nationaux" subordonne aux pouvoirs de l'Etat les uniques syndicats encore admis. Toutes les élections ont besoin de l'approbation du gouvernement.

Les syndicats nationaux ne sont reconnus que si leur activité s'exerce dans le cadre des prescriptions de l'Etat et s'ils renoncent de manière expresse à la lutte des classes. Il leur est interdit de s'affilier sans l'autorisation du gouvernement à des organismes quelconques de caractère international ou de se faire représenter à des congrès internationaux. Ils doivent, ainsi que le dit le décret en cause "respecter d'une manière absolue les intérêts supérieurs de la nation." Lorsque des syndicats nationaux ne remplissent pas la tâche qui leur a été confiée ou vont jusqu'à "susciter et encourager" des grèves ou suspensions d'activité" ils sont dissous. Aux fins d'intimidation le décret ajoute de manière formelle que cette procédure s'appliquera "sans préjudices de la responsabilité personnelle des organes de gestion". Ces syndicats nationaux n'ont certes jamais causé de difficultés à la dictature. Malgré cela, les fonctionnaires et ouvriers de services publics n'ont même pas le droit d'adhérer à ces semblants de syndicats.

Le Conseil corporatif, le sommet de la construction corporative personnifie le "nouvel Etat" portugais. Il comporte 6 ministres, un sous-secrétaire d'Etat, deux professeurs d'université, mais pas un seul représentant ouvrier, fût-il fasciste.

Une des réalisations du nouvel Etat corporatif a été de détruire le régime des assurances sociales qui était quelque peu développé au Portugal. On découvrit soudainement (le 16 mars 1935) que le régime des assurances sociales pratiqué jusque là était "un système emprunté à l'étranger" Or ces systèmes étrangers sont de nature à imposer des formules rigides et égalitaires à l'ensemble de la population et ne cadrent pas par conséquent avec les institutions du Portugal "toujours fondées sur la différenciation des professions et des classes sociales". Il fallait que l'assurance tienne compte des "différences d'hiérarchie économique ou sociale et des besoins ainsi que de la capacité économique des différents groupements de la nation". Ces principes sont appliqués pour commencer par la retenue sur les salaires des

travailleurs au profit de l'assurance d'un pourcentage plus élevé que ne payent les employeurs. Tout le régime des assurances est ensuite basé sur un système de caisses locales dont le fonctionnement a donné lieu à des critiques même de la part du gouvernement. Ces caisses en sont en effet réduites à des versements de la part de membres charitables vu que les cotisations des employeurs et de l'Etat sont tout à fait insuffisantes. De la sorte le régime des assurances sociales a été ravalé au niveau de la bienfaisance privée. Cette bienfaisance privée semble laisser passablement à désirer. Le ministre compétent a dû menacer de prendre des mesures pour garantir un revenu plus régulier aux caisses d'assurance, spécialement "pour obliger les membres charitables à payer plus régulièrement leurs cotisations".

L'assurance-chômage est au Portugal une question fort hypothétique. Les ouvriers agricoles et les pêcheurs ne sont pas du tout assurés et l'assurance ne protège que de manière très insuffisante les travailleurs de l'industrie, de l'artisanat et des communications. On retient 2% sur les salaires et traitements au profit de l'assurance chômage; les employeurs versent 1%. Le paiement des allocations se fait par l'intermédiaire de commissions auxiliaires régionales qui consistent en trois représentants patronaux et deux représentants des syndicats officiels et dont le président doit toujours être un délégué patronal. Le droit à l'allocation de chômage peut être supprimée lorsqu'un chômeur refuse d'accepter une demi-place et de ne travailler que trois jours par semaine ou une semaine sur deux. Il n'y a aucun secours pour les chômeurs partiels. Les ouvriers et employés qui ont perdu leur emploi pour faits de grève ou par leur propre faute n'ont pas seulement aucun droit au secours de chômage, mais ne sont pas même enregistrés comme chômeurs (décret du 19 septembre 1932). C'est pourquoi la statistique portugaise sur le chômage ne donne pas une image conforme à la réalité. De tout temps le taux des salaires et le niveau de vie ont été effroyablement bas au Portugal. Il est un fait que les institutions bénies de la dictature n'y ont rien changé, bien que suivant des exemples célèbres on se soit immédiatement mis à l'oeuvre pour rédiger un "plan sur le redressement économique" et cette fois, pour faire mieux que tous, un plan de 15 ans. Le sous-secrétaire d'Etat pour les corporations a dû reconnaître publiquement que: "dans certaines industries les salaires descendent au-dessous du minimum vital sans que la chose puisse s'expliquer autrement que par le dessein de pouvoir offrir meilleur marché que ses concurrents en diminuant les salaires" (1er août 1935). "Dans certains centres industriels où il y a de nombreux chômeurs, on substitue des femmes et des enfants à des ouvriers adultes et les salaires ont soudainement été diminués sans aucun motif valable. Les employeurs n'ont rien fait pour améliorer les conditions de travail bien que les ressources voulues aient été mises à leur disposition." (Déclaration du ministre du 24 août 1934) Les salaires dans l'Etat corporatif portugais sont parmi les plus bas d'Europe. Ils sont si misérables que la dictature a eu longtemps honte de les porter à la connaissance de l'Organisation internationale du Travail. Des chiffres ont été mentionnés pour la première fois en octobre 1935. Ci-après quelques salaires payés dans la capitale du pays et empruntés à ces données officielles:

	Escudos par heure * d.	
Receveurs de tramways et chauffeurs d'autobus	2,90	6,3
Conducteurs d'automobile	2,80	6,1
Ouvriers des dépôts de marchandises et ouvriers de la voie aux chemins de fer (privés)	1,90	4,14
Ajusteur dans la construction des machines	3.--	6,54
Métallurgistes non qualifiés	1,80	3,92
Maçons	2,20	4,80
Peintres en bâtiment	2,50	5,45
Ebénistes	3,50	7,63
Linotypistes	3,30	7,16
Boulangers	2,50	5,45
Ajusteurs-électriciens	3,50	7,63
Ouvriers électriciens non qualifiés	2.--	4,4
Ouvriers municipaux non qualifiés	1,50	3,27

* Depuis 1931, le escudo portugais a été basé sur la valeur de la livre sterling (110 escudos = 1 £).

Ce sont là les salaires contractuels officiels payés dans la capitale, les plus élevés du pays.

Le prix d'une livre de pain (de la qualité la meilleur marché) a été établi par la dictature à 1,60 escudo. Un ouvrier municipal non qualifié doit donc travailler une heure pour une livre de pain.

Le revenu journalier moyen d'un ouvrier agricole s'élève d'après des données officielles à 7,10 escudos (1s 3d.) Les ouvrières gagnent de 3,20 à 3,70 (7 à 8 d.) (Boletín Mensual de Instituto Nacional de Estatística, janvier 1936).

Dans la pêche, le revenu moyen annuel d'une famille entière varie entre 4.800 et 5.400 escudos. Le minimum nécessaire pour subsister s'élève à env. 5.300 escudos, (Descamps, Le Portugal, la vie sociale, Paris 1935, page 250).

Les marins portugais sont misérablement payés. Un matelot ne touchait en avril 1936 que 12,65 escudos (2 s.4 d.) par jour, un chauffeur ne reçoit que 14,01 escudos (2 s.6 d.). Les soldes payées dans la marine marchande du Portugal sont les plus bas d'Europe! Encore ces salaires misérables continuent-ils à baisser. Le 15 septembre 1936 le sous-secrétaire d'Etat pour les corporations a dû reconnaître une fois de plus que "les salaires dans certaines industries ont la tendance de baisser au-dessous du minimum d'existence c'est-à-dire encore au-dessous du niveau de famine de l'Etat corporatif. Telle est la situation dans la 10ème année du régime de dictature au Portugal, la troisième du régime corporatif. Lorsqu'une dictature est obligée de faire des aveux pareils on peut se représenter comment doit être la réalité. Cela n'empêche pas la dictature portugaise de prétendre que les ouvriers sont satisfaits. La presse bourgeoise des pays qui ont placé d'importants capitaux au Portugal soutient ces mensonges. Les dictateurs portugais ne savent cependant en réalité que trop bien quel est l'état d'esprit dans le pays. Les ouvriers dans les villes, les travailleurs agricoles et les petits paysans privés de terres sont exaspérés. Ce mécontentement pourrait devenir dangereux pour la dictature. L'organisation des mécontents qui se trouvent répartis sur le pays entier est toutefois rendue très difficile du fait que par la négligence systématique de l'instruction publique, les deux tiers du peuple et les trois quarts des classes travailleuses ne savent ni lire ni écrire et comprennent tout aussi peu à un contrat collectif qu'à un écrit de l'opposition. En interdisant tous les groupements où les ouvriers et les paysans auraient pu se rencontrer librement, la dictature croyait avoir mis fin d'une manière définitive à toute résistance sérieuse. Seulement le mécontentement a pris à présent--en partie certes sous l'impression des combats menés en Espagne-- des proportions menaçantes pour la dictature. Après 10 années de dictature militaire, après trois années de prétendu régime corporatif, le gouvernement a dû à présent (16 septembre 1936) avoir recours à un nouveau corps terroriste, la "Légion portugaise" qui doit combattre la révolution intérieure!

La dictature nazie devient nerveuse.- Elle craint les ouvriers.

(I.T.F.) Avec l'indignation croissante des ouvriers contre les mesures de réaction sociale, les manifestations contre la dictature nazie augmentent. Sur les murs des maisons, sur les immeubles des services publics le nombre des papillons "subversifs" protestant contre la dictature hitlérienne augmente rapidement. Pendant un certain temps les Nazis avaient donné le mot d'ordre de prétendre que ces petites affiches dataient de 1932. Bientôt toutefois ce prétexte ne marchait plus car de plus en plus on voyait apparaître des textes d'actualité qui ne se bornaient plus à constater: "Hitler est le malheur de l'Allemagne" mais affirmaient: "Les syndicats libres sont vivants" et réclamaient: "Augmentation des salaires, baisse des prix!"

Après de la Reichsbahn le nombre de ces "affiches subversives" a augmenté à tel point que les fonctionnaires supérieurs perdent la tête. La direction régionale de Halle a prescrit (le 27 octobre 1936) l'alarme générale contre les "papillons subversifs". Chaque ouvrier relevant de cette direction a dû déclarer par écrit qu'il avait eu connaissance de l'ordonnance ci-après: "Des textes politiques subversifs vieux et dans certains rares cas de date récente continuent à se trouver sur des wagons et voitures, les parois des cabinets et des salles d'attente et vestibules, ainsi que sur des vigies etc. Chaque agent a le devoir de porter à la connaissance de ses supérieurs tous les écrits hostiles à l'Etat qu'il découvrirait....

- Les chefs de dépôt reçoivent l'ordre
- a) de faire enlever les imprimés assez vieux;
 - b) d'avertir la direction immédiatement par téléphone (!) en cas de textes plus nouveaux; l'avertissement téléphonique doit être suivi par une notification par écrit.

Ces nouveaux textes ne peuvent pas être enlevés. En attendant la visite d'un fonctionnaire de surveillance un autre papier doit être collé dessus --(pour éviter que les cheminots les lisent! Réd.).. Les wagons vides portant de ces papillons doivent autant que possible être provisoirement sortis de la circulation (!). Lorsqu'il s'agit de véhicules chargés, l'imprimé subversif doit le plus rapidement possible être photographié par un agent qualifié et ensuite être éloigné.. Les pellicules doivent être remises, non développées (!) (pour que les photos ne circulent pas de manière clandestine -Réd.). Il convient d'indiquer le propriétaire du wagon en question ainsi que les heures et endroits de son arrivée dans le secteur et de sa sortie."

Cet accès de nervosité de la haute bureaucratie en dit long sur l'état d'esprit véritable dans le Troisième Reich!

Attention! Danger d'espionnage (I.T.F.) Les cheminots allemands ont sur les chemins de fer allemands! reçu l'instruction d'espionner leurs camarades et les voyageurs. "Toute affirmation anti-nationale et tout acte ayant un caractère de haute trahison--quelque soit l'individu en cause--dont nos agents auraient connaissance doivent immédiatement par ceux-ci être communiqués à la direction de la Reichsbahn par écrit et (!) par téléphone... Il faudra autant que possible sans attirer l'attention se renseigner sur l'identité de personnes suspectées et de témoins! La direction craignant que ses instructions ne soient pas suivies, ajoute la menace: "Toute infraction à la présente ordonnance sera rigoureusement (!) punie". (Bulletin officiel de la Reichsbahndirektion Halle, 7 novembre 1936). Lorsqu'il y a dans le train des supérieurs ou des policiers de la Gestapo, il leur arrivera sans doute souvent de devoir dénoncer des cheminots.

La dictature chrétienne se venge (I.T.F.) Les "élections" des hommes de confiance dans les entreprises autrichiennes ne sont pas terminées. Les résultats déjà connus illustrent cependant l'état d'esprit qui règne parmi les travailleurs: presque partout les partisans des hommes de confiance nommés par les syndicats fascistes ont essuyé un échec complet et ont été remplacés pour peu que possible, par des ouvriers restés fidèles à leurs convictions syndicalistes. La dictature chrétienne tâche à présent de se venger sur les ouvriers. Dans le bassin houiller de Köflach (Styrie) on a arrêté immédiatement après les élections 30 mineurs, presque tous des hommes de confiance régulièrement élus. A Fohnsdorf (Styrie) 40 mineurs ont été écroués; dans d'autres cas des travailleurs, élus comme hommes de confiance contre le désir du syndicat fasciste, ont été congédiés par l'employeur sous la pression des fascistes.

En Styrie, la police a arrêté en même temps que les 70 mineurs dont il est question plus haut, plus de 40 cheminots-mécaniciens, chauffeurs, agents des trains-- pour prétendue distribution d'écrits clandestins ou collectes en faveur des travailleurs espagnols. Ils ont été condamnés par la police à des peines allant jusqu'à 6 mois de prison et le tribunal devra encore une fois juger de leur cas.

Les employeurs allemands préparent l'offensive. (I.T.F.) Le Front allemand du travail tâche de remédier par des paroles radicales à l'agitation croissante parmi les travailleurs. Les employeurs toutefois, craignant que les ouvriers prennent au mot les secrétaires nazis du Front du travail ont protesté dans des mémoires indignés contre cette attitude "radicale" du Front du travail. Le Dr. Schacht a désigné pour diriger les associations patronales des employeurs connus comme étant des partisans à outrance du point de vue de l'autorité incontestée du patron. Un des grands chefs de l'industrie chimique Albert Pietzsch (Munich) qui a pris en 1933/34 une part active à la création de la loi sur l'ordonnance du travail national a été désigné pour diriger les groupements d'employeurs. Pietzsch avait obtenu comme conseiller économique du remplaçant d'Hitler que l'article 2 de la loi en question stipule que "l'employeur décide vis-à-vis de ses salariés dans toutes les questions touchant l'entreprise". Il a eu aussi "une influence décisive

dans la réalisation de l'idée de l'autonomie des nouvelles organisations patronales". (Volkswirt, 27 IV 1934).

Cette nomination correspond bien à la ligne générale de la politique sociale du Troisième Reich: le Front du Travail est dépossédé de toute influence, la réaction sociale est aggravée.

La journée de huit heures est abolie (I.T.F.) Le 26 novembre 1936 la journée de huit heures a été abolie pour les ouvriers du bâtiment allemands.

Le "contrat-type pour le bâtiment, les constructions en béton et le terrassement" n'autorise pas seulement les employeurs à faire travailler "dans des cas urgents" 10 heures par jour (article 3) mais il leur permet aussi (art.2) de faire compenser dans les 8 semaines par un travail supplémentaire sans compensation les heures fournies en moins. Il est uniquement stipulé qu'un ouvrier du bâtiment ne peut pas auprès d'un même employeur fournir dans une période de 8 semaines plus de 384 heures de travail. La répartition de ces heures dépend du bon vouloir de l'employeur. Vu la dépendance de l'industrie du bâtiment des intempéries, ceci signifie dans le bâtiment allemand, la fin de toute protection contre les heures de travail excessives.

La graisse est rationnée en Allemagne. (I.T.F.) A partir du 1er janvier la graisse sera rationnée en Allemagne

On ne vendra plus de graisse qu'aux ménages inscrits dans des "listes de clientèle", dans une laiterie ou commerce de détail pour le beurre et chez le boucher pour ce qui regarde le lard, le saindoux et le suif. Chaque client doit se légitimer au moyen d'un "certificat de clientèle". Pour chaque ménage, le propriétaire ou l'administrateur de l'immeuble doit indiquer les quantités de graisses consommées en octobre 1936; jusqu'à nouvel ordre ledit ménage pourra se procurer les 4/5 de ces quantités.
